



Extrait du Mouvement mondial des droits humains

<https://www.fidh.org/fr/regions/afrique/soudan/La-FIDH-Human-Rights-Watch-et-la>

Soudan

# La FIDH, Human Rights Watch et la LDH, appellent la France à se mobiliser pour éviter un échec diplomatique

Date de mise en ligne : jeudi 23 septembre 2010

## Description :

A la veille de la réunion de haut niveau à l'ONU sur le Soudan, à laquelle participera Bernard Kouchner, la Fédération internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH), Human Rights Watch et la Ligue des droits de l'Homme (LDH) appellent la France à agir pour empêcher un échec des négociations diplomatiques et un retour du conflit au Soudan.

---

Copyright © Mouvement mondial des droits humains - Tous droits réservés

---

**A la veille de la réunion de haut niveau à l'ONU sur le Soudan, à laquelle participera Bernard Kouchner, la Fédération internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH), Human Rights Watch et la Ligue des droits de l'Homme (LDH) appellent la France à agir pour empêcher un échec des négociations diplomatiques et un retour du conflit au Soudan. Ce débat rassemblera les dirigeants clés sur ce dossier - dont le secrétaire général des Nations unies, le président Obama, les membres du Conseil de sécurité ainsi que des représentants du Soudan et des pays voisins - probablement pour la dernière fois avant le référendum prévu en janvier 2011 qui permettra au Sud-Soudan de décider ou non de son indépendance.**

A moins de quatre mois de ce scrutin historique, qui pourrait aboutir à la partition du plus grand pays d'Afrique, la FIDH, Human Rights Watch et la LDH sont vivement préoccupées par la détérioration de la situation au Soudan et l'impact dévastateur que ce référendum pourrait avoir sur des millions de civils ainsi que sur la sécurité régionale s'il n'est pas organisé dans les meilleures conditions.

Au Nord-Soudan, la répression contre les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes et les activistes politiques s'est intensifiée depuis les élections d'avril dernier. Au Sud, on craint que le retard dans l'organisation du référendum et les tensions croissantes avec le Nord ne fassent échouer les négociations diplomatiques, alors que les experts prévoient un vote du Sud-Soudan en faveur de la sécession.

La France s'est déclarée attentive aux préparatifs du référendum, et a encouragé les parties soudanaises à poursuivre leur dialogue afin que ce référendum puisse se tenir dans les meilleures conditions et selon les modalités prévues par l'accord de paix. Afin d'apaiser les tensions et d'éviter un échec des discussions diplomatiques entre le Nord et le Sud-Soudan, la FIDH, Human Rights Watch et la LDH appellent Bernard Kouchner, lors de son discours du 24 septembre à l'ONU, à :

- ▶ confirmer le droit des Sud-Soudanais à l'autodétermination ;
- ▶ affirmer l'engagement de la France à reconnaître le résultat d'un référendum crédible et équitable, que les Sud-Soudanais choisissent l'unité ou l'indépendance ;
- ▶ soutenir dès maintenant les préparatifs pour un référendum libre et équitable. Cela devrait inclure des mesures pour protéger les civils de toute violence potentielle.

*« Les blocages politiques et le retard important dans les préparatifs pourraient aboutir à une reprise du conflit au Soudan », selon Jean Marie Fardeau, directeur à Paris de Human Rights Watch. « En tant que membre permanent du Conseil de sécurité, la France doit s'assurer que des mesures concrètes et préventives de protection des populations civiles seront prises par les missions de maintien de la paix des Nations unies au Soudan en amont du scrutin, en particulier dans les zones instables. »*

La participation de la France à cette réunion sera l'opportunité d'insister sur le respect des standards internationaux en matière de droits humains et de bonne gouvernance tant au Nord-Soudan qu'au Sud-Soudan.

*« La France doit impérativement faire passer le message que le respect des droits de l'Homme par les autorités soudanaises sur l'ensemble du territoire est une condition essentielle de la réussite du référendum, tant dans sa*

*préparation que dans la mise en oeuvre de son résultat »*, a affirmé Souhayr Belhassen, présidente de la FIDH.

Ces organisations demandent également à Bernard Kouchner de réaffirmer la nécessité de résoudre le conflit au Darfour - où la violence continue contre les civils, en particulier dans les camps de déplacés et à l'encontre des travailleurs humanitaires - et de rendre justice aux victimes de ce conflit, y compris en respectant les obligations de coopération avec la Cour pénale internationale.

Human Rights Watch et la FIDH sont membres de la campagne Sudan365 ([www.sudan365.org](http://www.sudan365.org)), organisée par une coalition mondiale d'ONG pour demander aux Garants de l'Accord de paix global de tenir leur engagement envers le Soudan, de soutenir la mise en oeuvre de l'accord de paix et d'éviter un retour au conflit.

Cette campagne est soutenue par de nombreux artistes célèbres, dont Angélique Kidjo qui a indiqué : « Je me suis rendue dans les camps de réfugiés Darfuri au Tchad où j'ai rencontré des femmes soudanaises. Elles veulent que le conflit cesse et souhaitent pouvoir rentrer chez elles. Je soutiens la campagne Sudan365 car la communauté internationale doit tenir ses promesses et s'engager pour régler les crises au Soudan. »

Ces artistes sont tous réunis dans un clip vidéo lancé le 19 septembre dans le cadre de la campagne Sudan365.